

Des progrès à faire

Cambodge

UNE AIDE DÉTOURNÉE

L'initiative européenne *Tout Sauf les Armes* part d'une bonne intention : accorder aux pays les plus pauvres un accès au marché européen libre de toutes taxes douanières ou de quotas. Mais dans certains cas, elle a des effets dramatiques pour les populations locales. Ainsi, au Cambodge, les avantages consentis par l'UE aiguisent l'appétit d'entreprises sucrières qui expulsent des milliers de paysannes et paysans de leurs terres et vont jusqu'à détruire des villages pour produire davantage. [...] 75 000 hectares de terres ont été accordés aux industriels ces dernières années pour la production de sucre. Douze mille personnes ont perdu leurs moyens de subsistance. Deux villages ont été entièrement détruits et plus de 11 500 hectares de champs de riz et de vergers (appartenant à plus de 2 000 familles) ont été saisis pour être transformés en plantations de sucre.

« *Ils ont tout brûlé... y compris le riz. Ils ne nous ont même pas laissé le récolter d'abord* » raconte Yem Ry, témoin des exactions qui se sont produites dans la province d'Oddar Meanchey. Arrestations arbitraires, menaces, violences... Forcés de l'ordre et hommes de main des entreprises n'hésitent pas à user de violence face aux communautés locales qui tentent de défendre leurs terres [...] Ayant tout perdu, certaines familles se retrouvent – ironie du sort – obligées de travailler dans les plantations de sucre pour survivre. Si le gouvernement du Cambodge

accorde autant de terres aux investisseurs privés et si les industriels du sucre se ruent vers les terres cambodgiennes, c'est en grande partie en raison des avantages commerciaux liés à l'initiative *Tout Sauf les Armes*, pourtant censée soutenir les pays les plus pauvres.

L'Union européenne a pourtant les moyens de lutter contre ce désastre en suspendant les avantages consentis aux produits agricoles du Cambodge tant que dureront ces violations. Mais malgré les appels de nombreuses organisations de la société civile en ce sens, malgré la résolution d'urgence du Parlement européen, malgré les preuves des violations, malgré les témoignages accablants... la Commission européenne ne réagit pas.

(Web : *Peuples Solidaires*, 07/10/13)

OIT

LE TRAVAIL DES ENFANTS EN RECUL

Les progrès sont réels. Sur la première décennie de ce nouveau millénaire, le travail des enfants à travers le monde a reculé d'un tiers. En 2000, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) estimait à 246 millions le nombre total d'enfants de moins de 15 ans contraints de travailler, un chiffre tombé à 168 millions en 2012, soit environ 11% de la population mondiale des enfants. [...]

Si la réduction est notable, encore beaucoup d'efforts restent à entreprendre, notamment pour lutter contre l'exploitation des enfants dans des activités dangereuses (en termes de sécurité, de risques pour la santé ou de développement moral...) qui occupent toujours la majorité d'entre eux. Les efforts menés par la

communauté internationale pour lutter contre ce fléau, à l'aide d'engagements gouvernementaux et de conventions internationales, ont bénéficié ces dernières années de la croissance des pays émergents et ce, malgré la crise. La majorité des progrès ont ainsi été réalisés entre 2008 et 2012 et ont particulièrement bénéficié aux jeunes filles (-40%, contre -25% pour les garçons). Néanmoins, bien que la région Asie-Pacifique ait enregistré les plus grandes avancées dans ce combat, elle reste la zone comptant le plus d'enfants contraints de travailler. Mais c'est en Afrique subsaharienne que l'incidence de ce fléau est la plus forte avec plus d'un enfant sur cinq exploités. En termes d'activités, c'est logiquement dans l'agriculture que la main-d'œuvre des plus jeunes est la plus utilisée. Ce secteur « emploie » en effet quelque 92 millions d'enfants à travers le globe. Mais l'évolution de l'exploitation des enfants dans les services et dans les activités manufacturières, principalement informelles (non encadrées par la loi), est un sujet de préoccupation et d'action majeur, selon l'OIT, qui souligne l'effet des choix politiques, et des investissements qui accompagnent ces derniers, en matière d'éducation et de protection sociale dans la lutte contre le travail des enfants.

(Web : www.rapport.de/l'OIT, 23/09/13)

ONU

LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

La traite des personnes est une économie informelle qui piège environ 21 millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans le travail forcé. L'Organisation internationale du Travail (OIT) estime à 32 milliards de dollars par an le chiffre d'affaires généré à elle seule par l'industrie du sexe. En outre, près d'un tiers de toutes les victimes de la traite humaine officiellement recensées à travers le monde entre 2007 et 2010

étaient des enfants, d'après un rapport, publié en 2012, de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), qui s'est appuyé sur les données de 132 pays. Le président du groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA), Nicolas Le Coz, a souligné de son côté que les États membres ont une responsabilité en vertu des droits international et européen pour assurer la protection des victimes et poursuivre en justice les trafiquants. « *Compte tenu des proportions inquiétantes prises par la traite des êtres humains, il y a urgence à passer d'un modèle de sécurité nationale à une approche fondée sur les droits de l'homme afin de mieux identifier les problèmes et aider les victimes de la traite qui sont souvent des migrants sans-papiers* », a expliqué M. Le Coz.

(Web : www.centre.dactualites.de/l'ONU, 18/10/13)

Bénin

LES GROSSESSES PRÉCOCES

Au Bénin, [...] les grossesses précoces sont avant tout liées à la pauvreté, car la plupart des femmes enceintes avant d'avoir atteint l'âge de 19 ans, sont issues des couches les plus vulnérables de la population. De plus, la plupart de ces jeunes filles n'utilisent pas les méthodes contraceptives. Une enquête démographique et de santé réalisée en 2011/2012 révèle que seulement 4% des adolescentes utilisent une méthode de contraception moderne. Ce qui accroît les risques d'avortement. En cas de grossesse, les jeunes adolescentes risquent également d'abandonner leur nouveau-né, de laisser tomber leurs études pour celles qui sont inscrites dans les centres de formation.

En prélude de la célébration de la Journée mondiale de la Population, le Fonds des Nations Unies pour le Développement, en partenariat avec le Réseau des Journalistes et Communicateurs en Population et Développement (Rbjc-Pod), a organisé

un atelier de sensibilisation [...] Le Docteur Soudé, présent à cet atelier, révèle aux journalistes qu'une fille sur trois donne naissance avant d'atteindre l'âge de 18 ans et que 8% des adolescentes et des jeunes femmes de moins de 15 ans

sont victimes de mariage forcé.

Le gouvernement béninois a pris des mesures institutionnelles et opérationnelles pour lutter contre les discriminations et promouvoir l'autonomisation des jeunes, y compris les adolescentes.

(Web : Afrik.com, 07/13)

Vient de paraître aux Éd. Quart Monde/ Éd. de l'Atelier (192 p. 5 €)

EN FINIR AVEC LES IDÉES FAUSSES SUR LES PAUVRES ET LA PAUVRETÉ

Jean Christophe SARROT, Bruno TARDIEU, Marie-France ZIMMER,
préface de Dominique BAUDIS

Un livre pour tous les citoyens curieux de comprendre les grandes questions qui agitent nos sociétés, au-delà des apparences et des discours faciles. Accessible à un grand public, cet ouvrage défait la chape de plomb du fatalisme et répond point par point à plus de 80 idées reçues sur la pauvreté. Il invite à briser les murs de l'apartheid social qui s'est instauré en France et à vivre une rencontre libératrice : sortir des préjugés où les uns sont bons et les autres mauvais.

→ À commander sur le site: www.editionsquartmonde.org